

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

« *Il n'y a aucun moyen de savoir pourquoi les dirigeants du PCC ont finalement décidé d'ordonner à l'armée d'entrer dans Pékin "quoi qu'il arrive" et d'écraser le mouvement. Mais on peut présumer que ce qui a terrifié les dirigeants du parti n'était pas le mouvement étudiant en déclin, mais le mouvement ouvrier en croissance rapide et en radicalisation.* »
Y. Zhang, juin 2021.

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

Commémorer le 4 juin 1989. Une dizaine de jours avant le 4 juin, date tragique de l'histoire de la Chine depuis le massacre de la place Tian Anmen en 1989, Lee Cheuk-yan, secrétaire général de la HKCTU, la confédération syndicale indépendante de Hong Kong, en prison depuis une précédente condamnation (14 mois de prison) le 16 avril, devait répondre à de nouvelles accusations d'un tribunal : le 1^{er} octobre 2019, jour de fête nationale, Lee avait participé, comme il le fait depuis 30 ans, à l'organisation d'activités publiques pour exiger du gouvernement chinois qu'il rende des comptes sur la tragédie du 4 juin 1989. « *Toute la nuit, j'ai entendu des coups de feu depuis mon hôtel. J'ai vu des chars entrer sur la place Tian Anmen aux premières heures du jour et des tricycles passer devant mon hôtel de l'avenue Chang'an, transportant sans arrêt des cadavres et des blessés. Le 5 juin 1989, j'ai été arrêté et placé en détention et les trois jours suivants ont été les plus effrayants de ma vie* », a-t-il déclaré à son procès. Commémorer le 4 juin et rendre hommage aux victimes, cela lui a valu le 28 mai une condamnation à 18 mois. Avec la condamnation précédente, cela fait 20 mois au total... en attendant le verdict pour la veillée aux chandelles du 4 juin 2020 !

« *Ce qui donne espoir...* » Malgré l'aggravation des atteintes aux libertés démocratiques (voir au verso), les interdictions de rassemblement, les arrestations jusqu'au matin même du 4 juin – telle la syndicaliste Chow Hang-tung pour « *publicité pour un rassemblement non autorisé* » –, la jeunesse et les travailleurs sont descendus dans les rues de Hong Kong bougie électronique à la main, défiant les forces de police. Ils veulent qu'on n'oublie pas que le pouvoir a fait tirer sur son peuple... Car il s'agit pour les autorités d'effacer de la mémoire collective cette vague appel de plusieurs organisations des droits démocratiques. Sous la présidence de Marie un

des dirigeants des étudiants à l'époque, Cai Chongguo, en exil forcé depuis, a déclaré : « *Ce qui donne espoir, c'est que beaucoup de Chinois s'intéressent à ce qui s'est passé en 1989* », malgré la censure et la tentative de faire disparaître ce soulèvement populaire. Il a évoqué ce salon de discussion audio en Chine début février, où, pendant environ quatre heures, il a répondu aux questions d'un auditoire de milliers de personnes...

« *Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières* », telle est la devise de la Commission Enquête Chine. La Commission informe, alerte, mobilise à la mesure de ses modestes moyens. Force est de constater que ceux qui ont d'immenses moyens ne les mettent pas au service de la défense des syndicats et syndicalistes en butte à la répression. Voilà donc une région de la République populaire de Chine, Hong Kong, la seule où existait encore certaines libertés syndicales et où on met un secrétaire général de confédération derrière les barreaux probablement pour deux ans, et quelles actions a entreprises la Confédération syndicale internationale (CSI) dont il est membre ? La CSI a-t-elle organisé une conférence de presse solennelle ? Non. A-t-elle organisé des délégations aux ambassades chinoises ? Non. Rien qu'un petit communiqué de quelques lignes !

Si on peut embastiller des dirigeants syndicaux qui sont membres d'instances syndicales internationales sans coup férir, les autorités de Pékin auraient bien tort d'hésiter à subordonner les syndicats à la loi de sécurité nationale, à recourir aux ordonnances sur l'ordre public et les règlements d'urgence du temps où Hong Kong était une colonie britannique. Poursuivre la répression contre les syndicalistes, les jeunes et les travailleurs qui, eux, résistent s'accompagne d'un coupable silence !

Les livreurs encore... En janvier, un livreur de repas de Ele.me a tenté de se suicider en s'immolant dans la ville de Taizhou, après s'être vu refuser le versement de 5 000 yuans de salaire que lui devait l'entreprise, soit l'équivalent d'un mois de

salaire. À l'hôpital, il a dit à sa sœur : « *Je ne veux plus vivre. Je suis épuisé* ». Des grèves, des protestations diverses se sont organisées chez ces livreurs de repas ou de colis (voir les Lettres précédentes), notamment en mars dernier, pour dénoncer les conditions de travail (voir au verso). Dès que naît l'embryon d'une organisation de ces 7 millions d'exploités, la police frappe sur ordre du Parti communiste chinois (PCC). C'est ainsi que Chen Guojiang, un livreur de Meituan, l'autre géant privé de la livraison, est toujours en détention depuis fin février, accusé d'« avoir semé la discorde et provoqué des troubles » après avoir organisé l'Alliance des livreurs pour définir les revendications et simplement proposé un boycott des livraisons sur un jour pour les deux géants Ele.me et Meituan. Xi Jinping, le chef suprême du PCC, avait appelé récemment à « *la protection légitime des intérêts des livreurs* ». Rien n'a changé...

Des lendemains imprévisibles... Rien, dans la situation en mars 1989, ne laissait prévoir l'irruption sur la scène politique de la masse des étudiants, puis celle des ouvriers et des petites gens opprimés, et pas seulement à Pékin mais dans toutes les grandes villes du pays. Nous publions des extraits d'un point de vue intitulé « *La répression les travailleurs rebelles de la place Tiananmen* » (voir au verso), qui met l'accent sur le rôle de la classe ouvrière dans la crise qui a fait vaciller le pouvoir. La répression généralisée d'aujourd'hui dresse un sombre tableau, mais le pays est la proie de tensions extrêmes à tous les niveaux de la société. La chercheuse Chloé Froissard analyse : « *En réalité, le PCC est un colosse aux pieds d'argile, il doit lutter toujours plus pour se maintenir au pouvoir (...). Cette volonté du PCC d'éradiquer tout ce qu'il ne peut pas absorber révèle plus de fragilité que de force. Son pouvoir repose sur la terreur, mais lui-même vit dans la terreur.* » (« *Le Monde hors-série* », mars-mai 2021). ■

Nos remerciements à tous les lecteurs qui se sont réabonnés. Faites connaître « La Lettre » !

Un mouvement ouvrier militant

(Extrait d'un article de Yueran Zhang publié par « Jacobin », 1^{er} juin 2021.

Traduction de la Commission Enquête Chine)

UN ARTICLE PUBLIÉ en 1993 par Andrew Walder et Gong Xiaoxia a retracé la trajectoire de la participation des travailleurs au mouvement à travers la montée et la chute de la Fédération autonome des travailleurs de Pékin (FATP). Après le décès le 15 avril 1989 de Hu Yaobang, un dirigeant vénéré du Parti communiste chinois (PCC) partisan des réformes, les étudiants des universités de Pékin ont commencé à installer des mémoriaux sur leurs campus. Dans le même temps, des groupes de travailleurs ont commencé à se rassembler sur la place Tian Anmen pour échanger leurs points de vue sur l'actualité. Au cours des jours suivants, le nombre de travailleurs rassemblés sur la place a augmenté, atteignant parfois plus d'une centaine. Le 20 avril, après qu'un sit-in étudiant devant Zhongnanhai, les bâtiments où résident des dirigeants du PCC, eut été réprimé par la police, quelques travailleurs en colère ont décidé de former une organisation, qui allait être l'embryon de la FATP. Cette organisation des travailleurs s'est donc constituée avant même la Fédération autonome des étudiants de Pékin. Cependant, la FATP à cette époque n'était qu'un réseau informel et vague de quelques dizaines de travailleurs. Il n'a pas fonctionné publiquement ni n'a établi de structures d'organisation. Ses membres se connaissaient à peine. En avril, les étudiants sont restés au premier plan du mouvement. De la première grande marche du 17 avril au sit-in de Zhongnanhai, puis au rassemblement du 22 avril pour la cérémonie

officielle commémorative de Hu Yaobang, à la marche du 27 avril contre un éditorial violent publié dans « le Quotidien du Peuple », organe officiel du PCC, à laquelle des dizaines de milliers de personnes ont participé, et enfin à une marche encore plus importante le 4 mai, on note que les participants étaient presque exclusivement des étudiants.

Mais, après le 4 mai, le mouvement des étudiants stagne et décline. Les étudiants ne savaient pas quelle suite donner à leur action, ils hésitaient à aller plus loin. La plupart d'entre eux sont retournés en cours. Face à une telle impasse, un groupe d'étudiants radicaux a commencé à planifier une grève de la faim pour relancer le mouvement. En ce sens, les grévistes de la faim ont atteint leur objectif : le 13 mai, au premier jour, 300 000 personnes, un record, ont manifesté et occupé la place Tian Anmen. Le début de la grève de la faim a marqué un tournant pour le mouvement. Malgré un renouveau temporaire de l'enthousiasme des étudiants, le mouvement déclina inévitablement à nouveau ; après le 13 mai, le nombre d'étudiants participant à l'occupation de la place Tian Anmen a diminué, de plus en plus d'étudiants retournant sur les campus.

Cependant, la grève de la faim des étudiants marqua le début de la participation massive des travailleurs. L'enthousiasme des travailleurs s'est manifesté non seulement dans leur nombre, mais dans le fait qu'ils ont commencé à organiser leurs propres rassemblements

et marches et à afficher leurs propres banderoles et slogans. Les travailleurs sont devenus une force majeure dans le mouvement à partir de ce moment-là.

De nombreux travailleurs ont décidé de s'engager à la fois par sympathie pour les étudiants en grève de la faim et par indignation face à l'indifférence du PCC. Un travailleur que j'ai interrogé m'a dit qu'il avait décidé de s'impliquer « simplement parce que l'État traitait trop mal les étudiants ». Alors que le nombre de travailleurs participant au mouvement explosait, la FATP a commencé à agir publiquement et à recruter des membres à grande échelle.

Ce qui a encore renforcé la participation des travailleurs, c'est la déclaration de la loi martiale le 20 mai. Alors que les régiments de l'armée convergeaient sur Pékin de tous les côtés, un grand nombre de travailleurs et de résidents de la classe ouvrière sont spontanément descendus dans les rues de la périphérie de Pékin, essayant d'entraver la marche de l'armée. Les ouvriers ont érigé des barricades et formé de véritables remparts humains. Ils ont apporté de l'eau et de la nourriture aux soldats pour fraterniser avec eux et les convaincre d'abandonner leurs armes et d'arrêter leur marche. En d'autres termes, ce sont les travailleurs, et non les étudiants, qui ont directement affronté l'appareil répressif le plus puissant de l'État. Et les travailleurs ont gagné, temporairement : l'armée a été empêchée d'entrer dans le centre-ville de Pékin pendant deux semaines. ■

(À suivre)

À Hong Kong, dans les jours qui ont précédé le 4 juin...

Le Musée du 4-Juin de Hong Kong a été fermé par les autorités car il ne détenait pas de « licence de lieu de divertissement public » ! Il fonctionne pourtant depuis des années...L'espace d'art indépendant Parallel Space – qui accueillait une exposition marquant le 2^e anniversaire de la manifestation du 9 juin 2019 – a été perquisitionné à deux reprises par les autorités, également accusé de ne pas avoir de licence.

Auparavant, le gouvernement de Hong Kong avait annoncé de nouvelles directives sur la censure des films pour des raisons de sécurité nationale. Ces directives soulignent qu'un film qui « prétend être un documentaire » requiert une attention particulière de la part des censeurs. On peut conjecturer qu'aucun documentaire sur les manifestations de 2019 ne sera plus projeté en public à Hong Kong aussi longtemps que la loi sur la sécurité nationale sera en vigueur. Le 28 mai, des représentants de l'Administration du film et de la presse se sont rendus dans les bureaux de l'Alliance des personnels des hôpitaux publics (ce récent syndicat de 18000 adhérents s'est constitué fin 2019-début 2020) pour les mettre en garde contre la projection d'un film documentaire sur le massacre de Tian Anmen, ce qui avait enfreint l'ordonnance sur la censure des films, ont-ils dit. Le film en question, « I Have Graduated », était un documentaire sur la vie des diplômés universitaires après le massacre, par ailleurs disponible sur Youtube. Serait-il illégal désormais de lire des vidéos en ligne?, se demande un syndicaliste. ■

Un livreur de Meituan brûle son uniforme en signe de protestation

Un groupe de livreurs de repas du géant Meituan a organisé à Weinan, dans la province du Shaanxi, une manifestation symbolique le 21 mai pour protester contre leurs conditions de travail. Un des livreurs, entouré de ses collègues et devant le dépôt de Meituan, a mis le feu à son uniforme jaune, le laissant brûler dans le caisson de livraison portant le logo de l'entreprise. Dans un article publié le 21 mai sur le réseau social de Sina (qui a recueilli des centaines de commentaires favorables aux livreurs), les travailleurs se sont plaints de ne recevoir qu'un salaire de misère et de devoir fournir leur propre cyclomoteur, payer leur assurance, leur uniforme et leur équipement, tout ça en faisant la publicité permanente de Meituan qui ne les reconnaît même pas comme salariés !

« Des dizaines de milliers de commerçants et de livreurs ont construit l'empire commercial de Meituan, mais les livreurs n'ont pas voix au chapitre, ne sont jamais félicités, ne connaissent pas les promotions et sont soumis à un système inhumain de déductions massives sur leur salaire chaque mois. Meituan n'est pas responsable des accidents du travail ni de la couverture de sécurité sociale des livreurs, et ce n'est pas l'affaire de Meituan si un livreur a un accident au cours de sa livraison, car Meituan ne reconnaît pas les livreurs comme ses employés », lit-on. « Un rapport distinct affirmait que le travailleur avait brûlé son uniforme après avoir été impliqué dans un accident de la circulation et avoir dû assumer lui-même tous les frais médicaux et de réparation de son véhicule sans aucune aide de Meituan. » ■